

N<sup>o</sup> 319 Rio de Janeiro le 11 Octobre 1823.

M. L. Ex<sup>te</sup> Monsieur Le Vicomte de Chateaubriand,  
Ministre des affaires étrangères

Monsieur

L'Assemblée législative Brésilienne continue à discuter le projet de constitution qui lui a été présenté par la commission de sept de ses membres nommés ad-hoc, et dont j'ai eu l'honneur de transmettre un exemplaire à V<sup>os</sup> Ex<sup>tes</sup> avec la dépêche N<sup>o</sup> 312, en date du 7 septembre. Il y a à peu près un mois qu'on a commencé cette discussion et on est parvenu qu'à l'article VIII, et comme les articles du projet sont au nombre de 272 et que l'Assemblée a résolu qu'elle ne devrait les adopter définitivement qu'après une seconde discussion, il est évident que, lors même que l'Assemblée n'aurait à s'occuper exclusivement que des débats sur cette matière, il lui faudrait plusieurs années pour terminer ce travail.

Sachant que l'ex-Ministre, M. D'Almeida, était malade, j'ai été le voir le 9 de ce mois et, après les premiers complimens d'usage, je lui ai présenté la même observation qui précède sur la durée présumable de la session du corps législatif; il m'a répondu qu'il était assez naturel que des députés, en général peu favorisés de la fortune ne fussent pas très pressés de perdre le traitement de 40 paucos par jour qui leur avait été alloué pendant la durée de la législature et que je ne pouvais ignorer d'ailleurs que les trois partis distincts qui divisent l'Assemblée (les exagérés ou les Républicains, les serviles et les indifférents) avaient voté unanimement pour prolonger cette discussion, quoiqu'avec un objet et des vues très opposés: car les exagérés se cherchent qu'à gagner du temps pour propager les idées républicaines, les serviles ne peuvent être pressés de terminer une constitution qu'ils ne désirent pas, et les indifférents ont souscrit volontiers au dessein de jouir plus longtemps du bon traitement qu'ils reçoivent.

329

Durique M.<sup>r</sup> D'Andrada fut alité et qu'il eut beaucoup de peine, il a de suite posé la enumeration sur la situation actuelle du Brésil; il a déploré avec amertume le manque d'énergie du Ministre qui en voulant, en croyant (disait-il) tout vaincre ne s'aperçoit pas que tout lui échappe; et que de cette manière il ne pourra rien entreprendre, rien attirer, rien diriger. après avoir développé avec chaleur les preuves de ces tristes vérités et les résultats funestes que cette faiblesse devra produire, M.<sup>r</sup> D'Andrada a parlé de l'Empereur et il s'exprimait avec la plus vive émotion: ce Prince est jeune, il est vrai, mais sa propre expérience ne lui a-t-elle pas déjà suggéré combien il est dangereux de traiter avec les ducamizados: concevez-vous Monsieur qu'un Prince Royal, qu'un Empereur puisse être ducamizado, et cela dans un pays où cette secte a si peu de partisans, dans une ville en général bien intentionnée, où l'on ne pourra faire des prosélytes que sous les bannières et que par l'effet de la protection du Gouvernement lui-même. Cet épanchement, que j'ai cherché à rendre mot à mot à V.<sup>re</sup> s'était par fois coupé par les exclamations oh! ma Patrie! ah! mon cher Brésil! et il a répété quelques citations latines pour déplorer combien les erreurs d'un Prince pourraient devenir funestes à la multitude.

Je conçois, Monsieur, que l'ex-Ministre, M.<sup>r</sup> D'Andrada, tel que je l'ai représenté dès le commencement, et d'après même les circonstances de sa position actuelle, peut être soupçonné de ne point voir les choses en beau, et de parler avec quelque amplification sur ce qui se passe; mais cependant je prie V.<sup>re</sup> de remarquer la courtoisie de ce qu'il venait de me dire avec ce que j'ai pu avancer le 18 juillet et le 1<sup>er</sup> août en annonçant à V.<sup>re</sup> qu'il quitterait le gouvernement de l'Etat. Je n'ai point hésité de prédire immédiatement les conséquences très probables de sa retraite: en

effet, le Parti démocratique n'a pas tardé à lier la tête; nous avons été inondés d'une foule de journaux les plus licencieux et les plus absurdes; les exaltés de l'Assemblée constituante ont redoublé d'audace et n'ont plus caché leurs desseins d'empêcher sur les propriétés de la couronne. La faiblesse que le Gouvernement a manifestée en cette capitale depuis le fin de juillet ne pouvait manquer d'attirer encore plus sensiblement l'autorité et l'influence princières qu'il exerce sur les provinces de cette Région et les Villes de Malina et de Sennarobou n'ont point voulu recevoir, ont repoussé avec une effronterie sans égale les Gouverneurs des Armes qui s'empresment de leur envoyer. Ces faits sont réels sont palpables quoique le Ministère n'ait pas l'air de s'en apercevoir; et si ne sais trop comment il sera possible de contenir tous ces excès et de réprimer les chefs en présence d'une Assemblée qui contemple cette anarchie avec tant de sang froid.

Finalement, d'insensiblement, quand on envisage imparcialement l'état de cette contrée, la Politique du Ministère, le débordement des Passions et de la licence de la Presse, on ne peut se flatter de l'espoir consolant de voir bientôt renaitre au sein l'esprit d'ordre, la tranquillité et l'obéissance légale aux autorités.

Malin